

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/56
14 novembre 2000

(00-4835)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

NÉGOCIATIONS DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE: SOUTIEN INTERNE – FLÉXIBILITÉ ADDITIONNELLE POUR LES ÉCONOMIES EN TRANSITION

Proposition de négociation présentée par l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, la Géorgie,
la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Mongolie, la République kirghize,
la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie

INTRODUCTION

Au cours des dix dernières années, le secteur agricole des anciens pays à économie planifiée a connu des changements radicaux: les terres agricoles ont été privatisées et/ou restituées à leurs anciens propriétaires. La production agricole autrefois assurée par de grandes exploitations l'est maintenant par des exploitations familiales de petite ou moyenne taille. Les modifications intervenues dans le régime de propriété et la structure de la production se sont accompagnées d'une baisse considérable de la production agricole. Pendant la première moitié de la dernière décennie, les agents économiques ont remis la plupart de leurs décisions d'investir à plus tard compte tenu des incertitudes relatives au régime de propriété, ce qui a eu un effet dévastateur sur l'état des ressources agricoles. De ce fait, les investissements font cruellement défaut dans le secteur agricole.

En même temps, les exploitants agricoles ont été durement touchés par la pénurie de capitaux: manque de ressources propres, possibilités de crédits à des conditions commerciales limitées compte tenu de l'absence d'un système opérationnel de prêts hypothécaires, assistance gouvernementale inadéquate en raison de contraintes budgétaires. À cause du "déficit de capitaux", les exploitants agricoles ont non seulement dû reporter leurs décisions d'investir mais ont également eu de sérieuses difficultés à financer ne serait-ce que leurs intrants. Cette dernière difficulté a encore été aggravée par une inflation souvent très forte et par l'évolution défavorable des prix relatifs des produits agricoles et industriels. Par ailleurs, un autre problème a pris des proportions importantes au cours des dernières années: de nombreux exploitants agricoles ont accumulé des dettes considérables en raison de leur manque d'expérience dans la gestion d'une exploitation.

La reprise du secteur agricole est une priorité politique et économique absolue pour ces pays. Dans les circonstances décrites ci-dessus, il est évident que, pendant une période de transition, les gouvernements des pays en transition doivent jouer un rôle crucial pour aider les exploitants agricoles dans leurs efforts visant à rétablir la viabilité de la production agricole. Laisser les exploitants agricoles pleinement exposés au seul jeu des forces du marché n'est pas possible car cela détruirait le secteur agricole. L'une des questions essentielles qui se posent à ce sujet est de savoir si les disciplines multilatérales telles qu'elles existent actuellement offriraient une flexibilité adéquate dans l'élaboration des politiques agricoles, notamment si l'on tient compte de la perspective d'autres réductions importantes du soutien résultant des négociations en cours.

Même si, à première vue, un éventail relativement large de mesures de la catégorie bleue et de la catégorie verte semble être utilisable également par ces pays, en pratique, compte tenu des

./.

circonstances particulières qui entourent le processus de transition économique, ces mesures sont souvent hors de portée. Par exemple, au vu du grave déclin, voire quelquefois de l'effondrement de la production agricole, adopter des programmes visant à limiter la production (catégorie bleue) ou inciter les producteurs à cesser leur activité ou encourager le retrait de ressources de la production (catégorie verte) n'est certainement pas une option valable car cela ne ferait qu'aggraver encore davantage la situation déjà difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses zones de production agricole. Le recours à certaines mesures de la catégorie verte comme le soutien du revenu découplé, les programmes de garantie des revenus et les programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus présuppose l'existence de périodes de base suffisamment étendues et comparables et de mécanismes administratifs ou privés appropriés, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays en transition.

L'unique disposition de l'accord actuel qui peut être considérée comme susceptible de répondre, au moins partiellement, aux problèmes liés à la transition figure au paragraphe 11 de l'annexe 2 et prévoit que l'aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement s'inscrivant également dans le cadre de la reprivatisation de terres agricoles relève des mesures de la catégorie verte. Toutefois, vu la complexité du processus de transition dans l'agriculture, cette disposition et certaines autres dispositions relevant de la catégorie verte, comme les programmes d'aide régionale, seront loin de suffire. Le seuil *de minimis* actuel ne nous fournit pas non plus le niveau de flexibilité minimal acceptable.

PROPOSITION

Compte tenu de ce qui précède, ces pays proposent d'inclure dans l'Accord sur l'agriculture une disposition spécifique qui répondrait aux besoins particuliers des Membres qui sont engagés dans un difficile processus de transition vers un véritable système de marché ou qui tentent de consolider les résultats d'un changement économique aussi profond dans le secteur agricole.

Conformément à cette disposition, les subventions à l'investissement et les subventions aux intrants généralement disponibles pour l'agriculture, les bonifications d'intérêts visant à réduire les coûts de financement ainsi que les subventions accordées pour couvrir le remboursement des dettes seraient exemptées des engagements de réduction du soutien interne qui leur seraient autrement applicables. Cette disposition relèverait également le seuil *de minimis* applicable aux pays en transition. Un pays ne pourrait s'en prévaloir qu'aussi longtemps que les difficultés du secteur agricole décrites ci-dessus persisteraient.

Ces pays pensent sincèrement que cette proposition est conforme à l'objectif à long terme du processus de réforme agricole car elle les aiderait dans leurs efforts visant à établir et consolider un secteur agricole national axé sur le marché en allégeant en partie les charges considérables qu'un tel processus fait peser sur eux et leur permettrait de tirer parti de leurs avantages comparatifs. La solution proposée pour que les pays en transition puissent résoudre les problèmes très spécifiques qui se posent à eux est analogue à celle qui a déjà été utilisée dans l'Accord sur les subventions et pourrait être reprise dans l'Accord sur l'agriculture puisque cet accord reconnaît explicitement le rôle crucial de certaines mesures de soutien interne dans le développement économique en les exemptant des engagements de réduction.
